

Communiqué de presse

La décision de prolongation des vieilles centrales nucléaires doit être annulée.

C'est ce jeudi 18 février 2010 qu'a lieu la première audience du tribunal consacrée à la requête introduite par quatre associations : Les Amis de la Terre, APERE, Grappe, Nature et Progrès.

Cette requête vise à faire annuler le protocole d'accord qui lie l'Etat belge et le Groupe GDF-Suez. Cet accord a été signé le 22 octobre 2009 par Herman Van Rompuy (à l'époque premier ministre), Paul Magnette (ministre de l'énergie) représentant l'Etat belge d'une part, Jean-Pierre Hansen et Gérard Mestrallet représentant GDF-Suez d'autre part.

Ce protocole d'accord viole par son article 3 la loi du 31 janvier 2003 sur la sortie progressive du nucléaire puisqu'il engage le gouvernement à assurer le fonctionnement des plus anciens réacteurs nucléaires jusqu'à 50 ans. Il est donc totalement illégal et, selon les associations, doit être déclaré nul.

A l'appui de cette position, la CREG (Commission de régulation de l'électricité et du gaz) a émis un avis circonstancié aboutissant à la même conclusion.

Pour les quatre associations, il ne s'agit pas d'un coup d'éclat ou d'un baroud d'honneur mais bien du premier acte d'une campagne visant à faire revenir le gouvernement sur sa décision.

Cette campagne est fondée sur quatre arguments essentiels :

1. La sécurité d'approvisionnement en électricité, contrairement aux dires du ministre de l'énergie, n'est en aucune manière menacée par le respect du calendrier de sortie du nucléaire adopté en 2003 ;
2. La sécurité des populations, elle, est par contre fortement mise en péril, les réacteurs vieillissants s'avérant beaucoup plus dangereux que les autres (courbe en baignoire) ;
3. La lutte contre le réchauffement du climat s'avère bien plus efficace par l'adoption d'une politique ambitieuse de lutte contre les gaspillages structurels (incluant les mauvais usages de l'électricité), d'amélioration de l'efficacité énergétique et de développement accéléré des énergies renouvelables décentralisées (solaire photovoltaïque, éolien, cogénération, petite hydraulique) pour autant qu'on renonce à une logique de croissance insoutenable.
4. La décision du parlement prise en 2003 ne peut pas être cassée par un gouvernement sans débat impliquant la société civile et sous la pression de groupes industriels et financiers plus soucieux de la satisfaction de leurs actionnaires que du bien-être des citoyens.

Ezio Gandin – Les Amis de la Terre ;
Daniel Comblin – APERE (association pour la promotion des énergies renouvelables) ;
Paul Lannoye – GRAPPE (groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique) ;
Marc Fichers – Nature & Progrès

Pour une vraie citoyenneté énergétique

Le 31 janvier 2003, à l'issue d'un long débat où le Parlement avait pleinement joué son rôle, la Belgique adopta une loi sur la sortie progressive du nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité. Cette loi prolongeait de dix ans la durée de vie de nos sept centrales nucléaires, précisant que celles-ci devaient toutes être mises hors service après quarante années d'existence. L'Etat belge s'engageait alors également à développer les énergies renouvelables pour la production d'électricité.

Or fin 2009, soit près de sept ans plus tard, le même Etat belge représenté par messieurs Herman Van Rompuy, premier ministre, et Paul Magnette, ministre du Climat et de l'Energie, signèrent un protocole d'accord avec *GDF Suez* dans lequel il s'engageaient, entre autre, à prendre les dispositions juridiques appropriées afin d'assurer l'extension de la durée d'exploitation des centrales nucléaires de Doel1, Doel2 et Tihange1, la durée de vie de ces centrales passant ainsi de quarante à cinquante ans ! Ce faisant, ils avouaient spectaculairement l'incurie des politiques belges en matière de solutions renouvelables ; des politiques pourtant aussi indispensables que clairement annoncées...

Outre l'aventure sécuritaire qu'un tel scénario suppose – car aucune centrale nucléaire au monde n'a jamais atteint l'âge canonique du demi-siècle, et car la libéralisation de l'électricité rend toujours plus précaire la tâche du travailleur du nucléaire ! –, cet accord, juste motivé par de vagues raisons budgétaires, s'est fait au mépris total de la loi votée en 2003 et qui était évidemment toujours en vigueur. On peut donc sérieusement s'interroger sur la légitimité d'un gouvernement qui bafoue ainsi la loi et qui engage l'Etat vis-à-vis d'un privé, en se moquant de la volonté démocratique qui s'est exprimée à travers le débat parlementaire. Nous avons même aujourd'hui un vrai devoir de citoyen de nous interroger sur le droit d'un gouvernement à sacrifier le long terme et l'expression citoyenne, au profit du court terme et de l'intérêt privé.

Des ministres, si importants soient-ils mais dont le mandat, dans le meilleur des cas, n'excédera pas les quatre ans, peuvent-ils d'autre part s'arroger le droit de mépriser ainsi les générations futures ? Certes ce concept peut paraître bien abstrait lorsqu'on se veut pragmatique et qu'on a un budget à boucler. Mais peut-on décemment admettre que, pour équilibrer des comptes annuels, on abandonne lâchement à ceux qui suivent une technologie dangereuse et désuète et une quantité de plus en plus embarrassante de déchets hautement radioactifs. Est-ce une attitude digne d'un responsable public de repousser à plus tard ce qui sera – à n'en pas douter – un gouffre budgétaire, à savoir le démantèlement de ces infrastructures d'un autre âge ? On n'évoquera même plus ici un simple manque de courage politique ; on parlera de la pire des couardises à l'égard de ceux qui vivront demain. Car il s'agit bien d'une dramatique perte de foi en l'être humain et d'une absence totale de vision de société.

Avec d'autres associations, *Nature & Progrès* a donc décidé de porter plainte contre l'Etat belge afin qu'un vrai débat public puisse reprendre vigueur, et que l'information des citoyens relègue aux oubliettes la nauséuse propagande des lobbies. Confiant dans l'appareil démocratique de notre pays, nous comptons interpeller personnellement chaque parlementaire fédéral afin qu'il se positionne clairement sur la voie sans issue du nucléaire, ainsi que sur les méthodes discutables qu'ont cru devoir adopter certains dirigeants belges dans le but de nous y engager. La volonté de *Nature & Progrès* est donc de tout mettre en œuvre pour que le protocole d'accord avec *GDF Suez* soit tout simplement rendu caduc et que la loi de sortie du nucléaire du 31 janvier 2003 soit respectée dans sa totalité.

Quelques éléments de réflexion sur le fond

1. La Belgique, à aucun niveau de pouvoir, ne s'est jamais dotée de vraies politiques de maîtrise de la consommation d'électricité des ménages. L'électricité domestique est même le seul domaine où la demande en énergie croît sans limite et de manière régulière – de 42% entre 1990 et 2005. Il faut donc, coûte que coûte, briser rapidement cette croissance intenable que même le nucléaire à tout va – vu ses coûts exorbitants – ne pourrait jamais rencontrer...

Car la vraie catastrophe réside dans le fait qu'à politiques inchangées, cette consommation croîtra encore de 24,4% d'ici 2020 – voir le *Plan de maîtrise durable de l'énergie* publié début 2009 par la Région Wallonne. Nous aurons donc réussi l'exploit de doubler notre consommation d'électricité domestique entre 1985 et 2020 ! Et de doubler, par conséquent, l'impact en terme d'émissions gaz à effet de serre qui accompagne une telle consommation. L'effet réel de trente-cinq années de nucléaire et d'énergies bon marché, le voilà !

Il faut donc revenir, le plus rapidement possible, à notre consommation d'avant 1990. Et 1990, rappelez-vous, ce n'était pas l'âge de la pierre, quoi qu'essaient de nous faire croire ceux qui nous vendent notre énergie ! A cette époque-là, personne ne pédalait pour avoir de l'électricité et nous n'étions pas – loin s'en faut ! – des spécialistes de l'efficacité énergétique dans la maison. Sur une telle base de consommation, l'importance relative du renouvelable n'atteindrait pas 30% en 2030, mais pourrait aisément dépasser les 50%... Et, politiquement, les problèmes se poseraient tout différemment.

2. Ne pas toucher à la sacro-sainte demande électrique fait évidemment le jeu du « monstre centralisateur » qu'est le nucléaire. Or il faut aujourd'hui que le citoyen prenne conscience de la nature réelle de ses besoins en énergie et des solutions globales d'approvisionnement qu'il est – durablement ! – possible d'imaginer pour les rencontrer. Chaque citoyen consommateur d'électricité devrait donc être aujourd'hui tenu de détenir des parts d'une coopérative active dans le renouvelable – éolien, hydraulique, solaire, géothermie, etc. Car on ne peut aujourd'hui s'abstenir – en premier lieu pour des raisons d'ordre purement pédagogique – de poser la question d'une production décentralisée de l'énergie, d'une énergie de proximité, d'une énergie en circuit court...

Evidemment, ce sera toujours « peanuts » par rapport à la consommation globale, se gausseront les « experts ». Reste que de tels ricanements sont aujourd'hui politiquement inacceptables. Ne pas poser la question de la décentralisation de l'énergie, celle des initiatives locales et citoyennes, c'est justement rouler pour les lobbies qui poussent à la surconsommation et qui s'évertuent à déresponsabiliser le consommateur, à l'infantiliser : petite musique lénifiante, « vous avez l'énergie », poussez donc la fiche dans la prise et surtout ne pensez plus à rien...

3. Voyons encore les choses autrement : un homme qui pédale pendant toute une journée produit, au mieux, un malheureux kWh. Or chaque ménage belge en consomme environ douze quotidiennement et ce, pour la modique somme de 2 euros. Douze « esclaves » qui pédalent dans la cave pour seulement 2 euros, il faut bien avouer que la « fée électricité » vend, décidément, ses charmes à vil prix !

Nous avons donc perdu toute notion de la réalité concrète – et de la valeur réelle – de l'énergie. Il faudra bien pourtant – quoi qu'il advienne... – que nous la retrouvions un jour ou l'autre. Et quel que soit le peu de courage de nos hommes et de nos femmes politiques...

Comme dans le cas du pétrole, tout le mal vient donc du fait que l'électricité est et reste trop bon marché. La solution ? Répercuter d'urgence le coût réel de l'énergie par le biais d'une « re-

connection » du consommateur et du producteur – le circuit-court ! – et surtout d'une tarification progressive qui sauvegarderait évidemment le caractère social de cette énergie : petits prix pour l'indispensable – s'éclairer ou cuisiner... –, gros prix pour le superflu et le gaspi ! Une telle tarification permettrait une vraie redistribution. Elle forcerait à payer plus ceux qui ne veulent pas consommer moins pour aider à consommer moins ceux qui n'ont pas les moyens de payer plus.

Messieurs les politiciens, nous réclamons une vision de société. D'urgence !

Le nucléaire n'est pas une vision de société ; c'est juste un pis-aller ; c'est un cul-de-sac. C'est aussi, rappelons-le, une énergie dangereuse et chère. Et quand bien même on prolongerait l'existence de l'une ou l'autre centrales, qu'advierait-il vingt ans plus tard ? Nous accuserions d'autant plus de retard dans le développement des énergies renouvelables, les seules qui soient vraiment durables... Or ce n'est qu'en enclenchant le mouvement de sortie – ce que nous faisons depuis 2003, mais sans l'aide d'un Etat belge qui freine des quatre fers ! – qu'on pourra savoir où vont se poser les vrais problèmes et qu'on sera forcé d'y pallier au cas par cas. Ce ne sera pas sans difficultés, mais c'est indispensable.

Pour cette raison, *Nature & Progrès* estime que la loi de sortie du nucléaire, adoptée par l'Etat Belge en 2003, doit absolument être appliquée comme il a été prévu. Nous réclamons, non seulement le respect de cette loi que le gouvernement belge foule aujourd'hui au pied, mais également une politique énergétique digne de ce nom, c'est-à-dire une politique menée à très long terme, et non pas en pilotant à vue au seul gré d'intérêts particuliers...

Nature & Progrès
18 février 2010